

Le REFUS PALESTINIEN d'un État *juif*

Shmuel Trigano

Professeur des Universités,

auteur de *L'ébranlement d'Israël*,

philosophie de l'histoire juive,

Le Seuil, 2002, et de *Les frontières*

d'Auschwitz, les ravages

du devoir de mémoire,

Livre de Poche-Hachette, 2005.

Un discours prononcé dans les parages de la conférence d'Annapolis est passé totalement inaperçu en Occident. Il était, à vrai dire, rationnellement inexplicable. En même temps qu'il professait une volonté de « paix », le négociateur palestinien, Saeb Erekat déclarait¹ que jamais l'Etat de Palestine ne reconnaîtrait Israël comme un Etat *juif*, ce que

le « modéré » Mahmoud Abbas réitéra après la conférence à l'occasion d'un discours dans un pays arabe. Qu'est-ce que les Palestiniens s'apprêtaient alors à « reconnaître » à Annapolis ? N'est-ce pas justement la souveraineté politique d'un peuple juif, autrement dit l'existence d'un Etat qui ne serait ni arabe, ni islamique qu'il faudrait reconnaître, ce que conteste l'immense majorité du monde arabo-musulman ?

Beaucoup ont souligné l'incohérence de la justification accompagnant le propos : « aucun Etat dans le monde ne lie son identité nationale à une identité religieuse », quand elle est énoncée dans un milieu où 55 pays se déclarent « islamiques » pour adhérer à l'Organisation de la Conférence Islamique et 22 Etats se déclarent « arabes » pour adhérer à une Ligue « arabe ». Peu de gens savent aussi que le projet de constitution du futur Etat de Palestine déclare² : (Art 1) : « Cette constitution se fonde sur la volonté du peuple *arabe* palestinien », (Art.2) : « Le peuple palestinien est une partie des *nations arabes et islamiques* ». (Art. 10) : « la souveraineté appartient au peuple *arabe* palestinien » (Art. 13) :

« le caractère légal du peuple *arabe* palestinien sera incarné par l'Etat ». (Art.6) :
 « L'islam sera la religion officielle de l'Etat ».

Saeb Erekat ne mentait pas ni ne se livrait à une propagande facile. Ses propos, pour nous contradictoires, ont une résonnance très censée dans la sphère culturelle dans laquelle ils sont énoncés, dont la perspective est en général ignorée par le monde occidental. L'article 6 de la constitution de Palestine nous donne un indice à ce propos : « L'islam sera la religion officielle de l'Etat. Les religions *monothéistes* seront respectées ». Qui sont ces « monothéistes » sinon une traduction politiquement correcte du concept islamique de *dhimmi* ? Il désigne les non musulmans – ici les chrétiens puisque de Juifs il ne devra plus y en avoir dans l'Etat de Palestine exclusivement « arabe » (ce qui semble tout à fait « normal » à l'Europe éclairée). Cet indice nous aide à comprendre par déduction la vision des Juifs qui nourrit tous ces discours : n'étant ni « arabes » (clef de la nationalité palestinienne), ni « musulmans » (clef de la loi nationale palestinienne), ils sont hors souveraineté nationale (art.10), quoique « respectés ».

Le statut des *dhimmi*s n'est pas individuel mais celui de « nations » politiquement soumises au pouvoir islamique. La charte du Hamas l'énonce sans artifices terminologiques : « le Mouvement de la Résistance Islamique... est guidé par la tolérance islamique quand il traite avec les fidèles d'autres religions. Il ne s'oppose à eux que lorsqu'ils sont hostiles. Sous la bannière de l'islam, les fidèles des trois religions, l'islam, le christianisme et le judaïsme, peuvent coexister pacifiquement. Mais cette paix n'est possible que sous la bannière de l'islam »³. L'article 7 de la constitution palestinienne, réputée laïque, ne dit pas autre chose : « les principes de la Shari'a islamique sont la source première de la législation. Le pouvoir législatif déterminera la loi du statut personnel sous l'autorité des religions monothéistes conformément à leurs confessions, dans le respect des dispositions de la constitution et de la préservation de l'unité, de la stabilité et du progrès du peuple palestinien ».

C'est dans cette perspective que Saeb Erekat ne peut reconnaître un Etat *juif*, ce qui équivaldrait à l'autodétermination impossible et sacrilège d'une collectivité assignée (par l'islam) au statut de *dhimmi*. Sa charte d'existence dépend depuis toujours de sa soumission au joug de l'islam et donc de sa renonciation à sa condition de sujet libre et souverain. Il faut connaître la situation historique originelle qui a vu la constitution du statut de *dhimmi*. Lors de l'invasion islamique, les populations résidentes dans les territoires concernés, en majorité chrétiennes et juives, se sont vues proposer un marché pour ne pas être exterminées : se soumettre, être dépouillées de leurs propriétés terriennes et en devenir les métayères au profit du nouveau pouvoir et payer un impôt. Le statut de *dhimmi* s'accompagnait d'une condition marquée par l'abaissement et la ségrégation sociale.

C'est bien ce que disait déjà, dès les années 1960, la charte nationale palestinienne, en décrétant que les Juifs n'ont pas le droit d'être une nation souveraine parce qu'ils ne sont pas un peuple (Art. 20) : « La Déclaration Balfour, le Mandat pour la Palestine, et tout ce qui a été fondé sur eux, sont déclarés nuls et non-avenus. Les prétentions à des liens historiques et religieux des Juifs avec la Palestine sont incompatibles avec les faits historiques et la véritable conception de ce qui constitue une nation. Le judaïsme, étant une religion, ne constitue pas une nationalité indépendante. De même que les Juifs ne constituent pas une nation unique avec son identité propre ; ils sont citoyens des Etats auxquels ils appartiennent ». On voit la filiation avec Saeb Erekat...

Ainsi les slogans tout faits qui structurent la représentation du conflit s'éclaircissent quand ils sont replacés dans leur contexte. Le slogan « Les territoires contre la paix », par exemple, décrit exactement le marché qui fut proposé aux populations conquises par l'islam : remettez vos territoires pour avoir la paix. Les propriétaires de la terre envahie n'ont pu survivre (la « paix ») qu'en transmettant aux envahisseurs la propriété de la terre sur laquelle ils payèrent désormais un impôt (spécifique aux dhimmis), le *kharadj*. Le Hamas le déclare crûment dans sa charte. (Art. 11) : « Le Mouvement de la Résistance Islamique croit que la Palestine est un Waqf islamique consacré aux générations de musulmans jusqu'au Jugement Dernier. Pas une seule parcelle ne peut en être dilapidée ou abandonnée à d'autres »... On comprend dans ces conditions que la guerre palestinienne soit une résistance *sacrée* contre ceux qui se sont approprié indûment la terre islamique, y compris l'Israël d'avant 1967, et que toute réaction de leur part soit perçue comme une violence (la « Nakba ») : le dhimmi ne doit pas répondre aux coups qui lui sont portés. Ceci nous explique pourquoi à Gaza, on juge que les représailles d'Israël constituent de criminelles agressions... De même pour le retour des réfugiés : il ne peut y avoir eu d'échange de populations et le monde arabe ne peut se sentir coupable de l'exclusion et expulsion de 900 000 Juifs des pays arabes, car les dhimmis ne peuvent être des « réfugiés » puisqu'ils n'ont pas de terre et ne sont nulle part chez eux. Comment pourraient-ils avoir été spoliés puisqu'ils ne sont pas habilités à posséder ? Saeb Erekat est très cohérent : l'Etat qu'il dit reconnaître ne peut pas être un Etat juif car les Juifs sont une religion, entendez une population d'essence dhimmie...

Une dissonance cognitive à l'échelle mondiale

Ce double tableau (ce que le monde arabe pense et ce que le monde occidental croit comprendre) est à la source du vice structurel du cadre de compréhension courant de la nature du conflit. Nous sommes ici face à un phénomène qu'en

termes savants on appelle « la dissonance cognitive ». Les acteurs comme les spectateurs vivent dans deux mondes culturels différents et chacun comprend ce que dit l'autre en fonction de ses propres références qui ne sont pas celles de l'autre, ce qui n'enlève rien à leur réalité objective.

La situation se complique quand on sait que les Palestiniens sont passés maîtres dans l'exploitation de ce phénomène de télescopage des univers culturels. Ils ont su adroitement en jouer en construisant leur image dans des termes que comprenait l'Occident, en manipulant ses faiblesses et ses angoisses. Ils ont ainsi construit leur refus de l'existence d'Israël en lutte nationale de libération contre l'occupation. En Occident, on refuse d'entendre ce qui vient de la Palestine et du monde arabe, à savoir que l'occupation dans leur discours concerne Tel Aviv et Haïfa, Beersheva et Eilat. Figure de proue d'un monde arabo-islamique immense, la Palestine est campée comme l'élément le plus faible du conflit.

Il s'est ainsi produit dans l'opinion publique mondiale une étonnante conjonction de ce discours palestinien, profondément antidémocratique et ethnocentrique, avec le discours « progressiste » du multiculturalisme occidental. Il semble tout à fait légitime aux militants des droits de l'homme de défendre le principe d'une Palestine sans Juifs tout en stigmatisant Israël pour ne pas se faire hara kiri pour faire plus de place en son sein aux Palestiniens citoyens d'Israël.

Le décalage entre la déclaration de Saeb Erekat et l'affichage d'une volonté de paix, entre les faits et les représentations, n'a en fait de sens que pour notre plan de référence à nous, hommes de la modernité démocratique. Une fois replacé dans le contexte culturel du monde arabo-musulman, il retrouve une cohérence. Un tout autre paysage apparaît alors, loin des ratiocinations qui ont cours. Cette recontextualisation fait en effet voler en éclats l'interprétation qui veut voir dans le conflit la confrontation de deux nationalismes et dans le pire des cas un conflit colonial dont l'enjeu serait l'accession à l'indépendance nationale des Palestiniens.

Refus de l'Etat palestinien par les Palestiniens

Contrairement à ce que pensait Abba Eban, ministre des affaires étrangères d'Israël en 1967, les Palestiniens n'ont pas excellé à rater de nombreuses occasions historiques de voir leur Etat se créer. L'histoire a démontré, bien au contraire, qu'ils ne voulaient pas d'un tel Etat. La politique palestinienne détonne, de ce point de vue, dans l'histoire des mouvements nationaux. Elle a refusé systématiquement un Etat chaque fois que l'occasion s'en est présentée, depuis le projet de création de deux Etats par la Commission Peel de 1937, le plan de partition de l'ONU de 1947, l'autonomie promise par le traité de paix israélo-égyptien de 1979, les initiatives diplomatiques de 1985, 1993, 2000, 2001,

2003. Un mouvement national, conséquent avec lui même, aurait considéré que son objectif primordial est l'indépendance nationale.

Cette politique de refus d'un Etat, incompréhensible sur le plan de la logique du nationalisme devient cohérente si on la replace dans la perspective de l'islamisme. On peut se demander en effet si les Palestiniens se conçoivent comme une « nation », à la façon dont on le comprend en Occident, ou plutôt comme appartenant à la « communauté islamique », la *Oumma*. La Charte nationale palestinienne (1968), jamais abolie juridiquement, l'exprime clairement. (Art.1) : « la Palestine est le foyer du peuple *arabe* palestinien ; c'est une partie indivisible du foyer *arabe*, et le peuple palestinien est une part intégrale de la nation *arabe*... (Art.12) : Le peuple palestinien croit en l'unité *arabe*. Afin de contribuer à sa part dans l'atteinte de cet objectif, il lui faut cependant, à cette étape de la lutte, sauvegarder l'identité palestinienne et développer sa conscience de cette identité... (Art. 13) L'unité *arabe* et la libération de la Palestine constituent deux objectifs complémentaires... Le peuple de Palestine joue le rôle d'avant-garde dans la réalisation de ce but sacré ». Aucun militant des droits de l'homme n'a trouvée choquante cette célébration incantatoire de l'arabité et de l'islam. Par contre l'expression d'Etat juif lui semble un scandale⁴.

Le destin palestinien ne serait donc pas celui d'une nation. C'est ce qui explique aussi l'inexplicable : quoique faibles sur le plan du rapport des forces, les Palestiniens se comportent comme si ils étaient les plus puissants : ils s'identifient en effet au milliard 400 millions de membres de la *Oumma*. La meilleure démonstration nous en a été donnée lors du retrait de Gaza : un vrai mouvement national palestinien n'aurait pas détruit sauvagement les serres achetées aux Israéliens par des bienfaiteurs internationaux, un véritable bien national qui pouvait donner du travail à 5 000 personnes et avoir un rapport économique considérable.

La raison du conflit n'est pas le conflit de deux nationalismes, un conflit « israélo-palestinien », ni celui de « l'occupation », mais celui de la reconnaissance d'Israël par le monde arabo-islamique, un conflit « israélo-arabe », voire « judéo-arabe », ce que confirme le fait que l'islamisme, après l'arabisme (qui a conduit à l'exclusion des Juifs de ces pays où il n'y a plus de communautés⁵), exerce une influence de plus en plus grande dans cet univers et avant tout dans l'Autorité palestinienne. C'est autant un conflit politique qu'un conflit mettant en jeu des systèmes de valeurs inhérents à des civilisation. La grande question qui se pose est la capacité du monde islamique à accepter l'autre.

Une telle conclusion n'est pas réjouissante mais tel est l'enseignement de l'histoire du siècle dernier, la leçon de l'expérience. A son examen, on ne peut plus considérer la réalité de la même façon.

POST SCRIPTUM

1) Le site dirigé par Itamar Marcus, Palestinian Media Watch, rapporte, sur la foi de discours télévisés, visibles sur le site (vidéo 123061), que les représentants de l'Autorité Palestinienne, après Annapolis et le mal nommé « processus de paix » déclarent publiquement à leur auditoire arabe palestinien qu'Israël disparaîtra et qu'une seule Palestine unifiée verra le jour, régnant sur tous les territoires. Itamar Marcus démontre que même les leaders « modérés » n'ont aucune intention réelle de faire la paix ou même de reconnaître le droit d'Israël à exister. Au même moment, leurs discours en anglais et pour les caméras occidentales font l'apologie d'un Etat palestinien indépendant coexistant aux côtés d'Israël.

2) Mahmoud Zahhar, réputé « ministre des affaires étrangères » du Hamas déclare (*The Economist*, 31/1/2008) que le Hamas pourrait accepter une offre d'une solution de « deux Etats » mais ce serait purement illusoire car il n'accepterait jamais la « réalité d'Israël ». Ce serait « un problème éternel ». Surtout il déclare que, regardant vers un futur éloigné, « comme votre Union Européenne », la nation arabe constituera un seul Etat rassemblant tous ses territoires historiques, s'unissant à d'autres nations musulmanes comme la Turquie. « Nous Palestiniens n'avons jamais constitué un Etat indépendant dans l'histoire »... Nous étions une partie d'un Etat arabe et d'un Etat islamique ».

CQFD.

notes

1. Interviewé par la radio israélienne sur le fait de savoir si l'Etat de Palestine reconnaîtrait Israël comme un Etat *juif*, Saeb Erekat réagissait à une déclaration d'Ehud Olmert qui, pour récuser la revendication du droit au retour des réfugiés, avait déclaré que ce dernier mettrait en danger l'identité de l'Etat d'Israël, submergé par une immense population. Le refus de Saeb Erekat clarifie ce qui se trame dans la revendication du « droit au retour ». Cette même déclaration fut également réitérée par son auteur après Annapolis.

2. Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR) : *Palestinian draft constitution*. Prepared by The Constitution Committee in cooperation with the Konrad Adenauer Foundation. <http://www.pcpsr.org/domestic/2001/conste1.html>

3. Charte du Hamas, art. 31, 18 août 1988.

4. Nous « savons » depuis Badiou qu'on dit « Etat juif », comme on disait sous Vichy « Etat français »...

5. A l'exception de deux communautés en voie de disparition comme le Maroc ou vouées à la disparition l'Iran et la Turquie, deux Etats non arabes.